



EXTRAIT

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2014/57 de la Municipalité, du 2 octobre 2014 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 738'000.– pour équiper l'administration d'un socle CRM de gestion des clients/citoyens ;
2. d'autoriser la Municipalité à amortir les dépenses relatives au CRM sur cinq ans sur la rubrique 1500.331 du Service d'organisation et d'informatique (SOI) ;
3. d'autoriser la Municipalité à calculer et à comptabiliser les intérêts y relatifs sur la rubrique 1500.322 de SOI.

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :



EXTRAIT

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2014/59 de la Municipalité, du 9 octobre 2014 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 1'700'000 francs destiné à financer des travaux de réfection de la toiture de la piscine de Mon-Repos ;
2. d'amortir annuellement, sur une durée de dix ans, le crédit prévu sous chiffre 1 par le budget du Service des sports, rubrique 2101.331 ;
3. de faire figurer sous la rubrique 2101.390 les intérêts relatifs aux dépenses découlant du crédit mentionné sous chiffre 1 ;
4. de porter en amortissement du crédit mentionné sous chiffre 1 les subventions qui pourraient être accordées.

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :



EXTRAIT

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le rapport-préavis N° 2014/38 de la Municipalité, du 10 juillet 2014 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 1'000'000.– pour financer, durant les 8 prochaines années, les surcoûts liés à l'acquisition de véhicules à la motorisation exemplaire par rapport à un véhicule équivalent à essence ;
2. de porter en amortissement du crédit mentionné au point 1 une subvention du Fonds pour l'efficacité énergétique de CHF 125'000.– par an durant 8 ans, dès 2015 ;
3. d'approuver la réponse à la motion de M. Alain Hubler « Du Gaz ? De l'air ! » ;
4. d'approuver la réponse au postulat de M. Guy Gaudard « Bornes de charge pour véhicules électriques à 4 roues ».

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :



EXTRAIT

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le rapport-préavis N° 2014/50 de la Municipalité, du 11 septembre 2014 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. de prendre acte des intentions de la Municipalité en termes de mixité sociale et fonctionnelle ainsi que de mixité des investisseurs dans la valorisation foncière du quartier des Plaines-du-Loup ;
2. de prendre acte des intentions de la Municipalité s'agissant de la procédure d'attribution des lots, des critères de recevabilité et de sélection des offres et des conditions des droits de superficie telles que décrites dans le présent rapport-préavis et ses annexes ;
3. de prendre acte des intentions de la Municipalité s'agissant des aides à apporter pour le logement d'utilité publique et en particulier pour les coopératives d'habitants ;
4. d'adopter la réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin et consorts « Etablissement d'un règlement pour l'attribution des droits de superficie dans le cadre du projet Métamorphose ».

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :



EXTRAIT

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le postulat de Mme Séverine Evéquoze « Stop à la dissémination de plantes exotiques envahissantes. Place aux plantes indigènes dans les commerces et les jardins lausannois ! » ;
- ouï la discussion préalable ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

de renvoyer ce postulat directement à la Municipalité pour étude et rapport.

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :



E X T R A I T

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le postulat de M. Henri Klunge et consorts « Locate my bike » ;
- ouï la discussion préalable ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

de renvoyer ce postulat directement à la Municipalité pour étude et rapport.

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :



EXTRAIT

DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE LAUSANNE

15^e séance du mardi 3 mars 2015

Présidence de M. Jacques Pernet, président

Le Conseil communal de Lausanne

- vu le préavis N° 2014/69 de la Municipalité, du 23 octobre 2014 ;
- vu le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'adopter le règlement communal sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés avec l'appui financier de la Commune de Lausanne et du Canton ;
2. d'adopter le règlement communal sur l'aide individuelle au logement.

Ainsi délibéré en séance du Conseil communal de Lausanne
le mardi trois mars deux mil quinze.

Le président :

Le secrétaire :

Règlement communal sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés avec l'appui financier de la Commune de Lausanne et du Canton

Le Conseil communal

vu l'art. 67 de la Constitution du Canton de Vaud

vu la loi du 9 septembre 1975 sur le logement (LL) et son règlement d'application du 17 janvier (RLL)

vu l'art. 12 du règlement cantonal du 24 juillet 1991 sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés avec l'appui financier des pouvoirs publics et son barème (RCOL)

vu l'art 13 du règlement cantonal du 17 janvier 2007 sur les conditions d'occupation des logements à loyers modérés et son barème (RCOLLM)

adopte :

Chapitre I - Dispositions générales

Art. 1 - Champ d'application

¹Le présent règlement régit les conditions d'occupation des différentes catégories de logements construits ou rénovés avec l'appui financier de la Commune de Lausanne selon les lois et les règlements d'application suivants :

- loi du 9 septembre 1975 sur le logement et loi du 22 novembre 1965 sur les mesures de coordination générale en matière de logement et d'encouragement à la construction de logements à loyers modérés ;
- règlement du 17 janvier 2007 sur les conditions d'occupation des logements à loyers modérés (ci-après RCOLLM) et règlement du 24 juillet 1991 sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés avec l'appui financier des pouvoirs publics (ci-après RCOL).

²Le présent règlement s'applique également aux logements construits suivant les législations sur le logement du 8 décembre 1953 et antérieures, en faveur desquels des mesures d'encouragement ont été prises par les pouvoirs publics et dont les loyers sont contrôlés par la Commune.

Art. 2 - Locataires

Les locataires des logements visés à l'article 1 doivent respecter les conditions d'occupation du présent règlement dans la mesure où elles dérogent à la réglementation cantonale applicable.

Art. 3 - Rapport avec le droit cantonal et fédéral

¹Pour le surplus, les conditions d'occupation sont régies par le droit cantonal, en particulier par le RCOLLM et par le RCOL.

²Sous réserve de l'art. 253b al. 3 CO, les dispositions du Code des obligations relatives au bail à loyer demeurent applicables aux relations entre les bailleurs et les locataires.

Art. 4 - Durée des contrôles

Le contrôle de la Commune sur les logements et les conditions d'occupation est d'une durée fixée par les conventions et leurs addendas passés entre les parties, selon la législation sur le logement en vigueur lors de la construction ou la rénovation de l'immeuble. A défaut de convention entre les parties, le contrôle est maintenu tant que la Commune assure une mesure d'encouragement directe ou indirecte permettant de modérer les loyers.

Chapitre II - Conditions de location

Art. 5 - Location

¹ Un logement à loyer modéré peut être loué à une ou plusieurs personnes physiques majeures ou à un ménage (couple avec ou sans enfant ou famille monoparentale) comprenant au moins une personne physique majeure de nationalité suisse ou titulaire d'une autorisation de séjour à l'année ou d'établissement (permis B, C ou F) et satisfaisant au moins à l'une des conditions suivantes :

- a. exercer son activité professionnelle principalement sur le territoire de la Commune de Lausanne depuis trois ans au moins ;
- b. être domiciliée depuis trois ans sur le territoire de la Commune de Lausanne ;
- c. suivre des études ou un apprentissage à Lausanne ou dans sa région. Dans ce cas, le candidat doit être au bénéfice d'une bourse d'étude ou d'apprentissage ou exercer une activité professionnelle accessoire.

² Demeurent réservées les dispositions de la réglementation cantonale concernant la location à des personnes morales.

³ Le logement doit constituer le lieu de résidence effectif et principal au sens de la législation sur le contrôle des habitants pour le locataire ainsi que pour toutes les personnes faisant ménage commun avec lui.

Art. 6 - Revenu déterminant, limites de revenu et degré d'occupation

Le revenu déterminant, les limites de revenu et le degré d'occupation applicables sont respectivement fixés par :

- a. le RCOLLM pour :
 - les logements construits ou rénovés avec l'aide à la pierre linéaire au sens de l'art. 1 RCOLLM.
- b. le RCOL pour :
 - les logements construits ou rénovés avec l'aide à la pierre dégressive au sens de l'art. 1 RCOL ;
 - les logements construits ou rénovés en vertu de la loi du 22 novembre 1965 sur le logement ainsi que pour les autres immeubles construits suivant les législations sur le logement du 8 décembre 1953 et antérieures, en faveur desquels des mesures d'encouragement directes ou indirectes ont été prises par la Commune.

Art. 7 - Dérogations

La Municipalité peut fixer dans des directives les conditions auxquelles une dérogation aux règles prévues par les dispositions communales et cantonales (art. 11 RCOL et art. 12 RCOLLM) peut être accordée par le service communal en charge du logement.

Art. 8 - Devoir d'information et révision

¹ Conformément aux articles 20 RCOL et 20 RCOLLM et aux délégations de compétences conférées par le Canton, le service communal en charge du logement doit être informé de toute modification de la situation du locataire dans les meilleurs délais (modification relative notamment au(x) revenu(s), à la fortune, au degré d'occupation), mais au plus tard à la fin du mois qui suit celui au cours duquel la modification est intervenue.

² Le non-respect de l'obligation d'information mentionnée à l'alinéa 1 peut entraîner la résiliation du bail et la suppression immédiate de l'aide des pouvoirs publics.

³ En principe une fois par année, mais en tout cas tous les trois ans, le service communal en charge du logement vérifie la situation des locataires, contrôle et met à jour les conditions de location.

Chapitre III - Procédure

Art. 9 - Autorité compétente

¹ Le service communal en charge du logement est l'autorité compétente, selon la délégation de compétence reçue et d'après les conventions et leurs addendas, pour contrôler notamment les conditions d'occupation, la révision de la comptabilité, la surveillance de l'administration et la gérance des immeubles construits ou rénovés avec l'appui financier du Canton et de la Commune.

² Il s'assure que les locataires satisfont aux exigences de la réglementation cantonale ainsi qu'à celle du présent règlement et statue sur les candidatures qui lui sont soumises par les propriétaires ou leurs gérants.

³ Les propriétaires ou les gérants d'immeubles ont l'obligation d'annoncer au service communal en charge du logement, les appartements disponibles sans délai et en tout cas au plus tard un mois avant toute mise en location initiale ou remise en location.

Art. 10 - Mixité sociale et stabilité

¹ Le choix des locataires incombe au service communal en charge du logement pour 15 % du nombre total de logements ou de pièces de chaque immeuble.

² Le bailleur peut, en contrepartie et dans la même proportion de 15 %, conserver des locataires ne répondant plus aux conditions d'occupation. Dans ces cas, les aides sont supprimées si le logement est construit ou rénové selon la loi du 9 septembre 1975 sur le logement. Si le logement est construit selon les législations de 1965, 1953 et antérieures, un supplément peut être perçu selon l'art. 17 ci-dessous. Toute demande de dérogation du bailleur doit être adressée par écrit au service communal en charge du logement.

³ Le bailleur qui refuse sans justes motifs le locataire choisi peut, après un rappel, être actionné par la direction en charge du logement. L'article 292 du Code pénal suisse (CPS) est expressément réservé.

Art. 11 - Cellule logement

¹ Une cellule logement est mise en place pour venir en aide aux locataires rencontrant des difficultés particulières.

² Après analyse de leur situation, ces locataires peuvent être pris en charge par la cellule logement qui peut être appelée à intervenir, tant sur le plan social que sur les aspects financiers du bail.

³ L'organisation de la cellule logement est réglée par voie de directive adoptée par la Municipalité.

Art. 12 - Information du public

¹ Le service communal en charge du logement informe le public sur les conditions à respecter pour obtenir un logement à loyer modéré et sur les documents à fournir. A la demande du requérant, il calcule son droit à obtenir un logement soumis au présent règlement.

² Il tient également à disposition du public la liste des logements disponibles.

Chapitre IV - Contrôle des conditions d'occupation - Modification de la situation des locataires et conséquences - Barèmes

Section I - Immeubles soumis à loi du 9 septembre 1975 sur le logement et au RCOL

Art. 13 - Conséquence de la modification pour les locataires

¹ Lorsqu'un locataire ne remplit plus les conditions d'occupation fixées par le RCOL (revenu déterminant et degré d'occupation), le bail doit, en dérogation de l'art. 21 RCOL, être résilié pour le plus prochain terme ou délai de congé si :

a. le revenu déterminant dépasse le montant imposé par le barème d'un pourcentage fixé par la Municipalité ;

b. la sous-occupation est notoire, soit lorsque le nombre de pièces dépasse de plus d'une pièce le nombre de personnes occupant à demeure le logement. Les demi-pièces ne sont pas prises en compte.

²Dans tous les autres cas, l'aide des pouvoirs publics est réduite ou supprimée selon le RCOL, y compris en cas de prolongation du bail.

Section II - Immeubles soumis à la loi du 9 septembre 1975 sur le logement et au RCOLLM

Art. 14 - Conséquence de la modification pour les locataires

Lorsqu'un locataire d'un logement construit ou rénové après le 17 janvier 2007 ne remplit plus les conditions d'occupation, les articles 19 à 25 RCOLLM s'appliquent.

Section III - Immeubles soumis à la loi du 22 novembre 1965 sur le logement et au RCOL ainsi que pour les immeubles construits suivant les législations sur le logement du 8 décembre 1953 et antérieures en faveur desquels des mesures d'encouragement directes ou indirectes ont été prises par la Commune

Art. 15 - Conséquence de la modification pour les locataires

¹Lorsqu'un locataire ne remplit plus les conditions d'occupation fixées par le RCOL (revenu déterminant et degré d'occupation), les articles 22 à 28 RCOL s'appliquent et le bail doit être résilié pour le plus prochain terme ou délai de congé si :

- a. le revenu déterminant dépasse le montant imposé par le barème d'un pourcentage fixé par la Municipalité ;
- b. la sous-occupation est notoire, soit lorsque le nombre de pièces du logement dépasse de plus d'une pièce le nombre de personnes occupant à demeure le logement. Les demi-pièces ne sont pas prises en compte.

²Dans tous les autres cas, un supplément de loyer est perçu selon les dispositions du RCOL.

Section IV – Barèmes

Art. 16 - Barèmes cantonal et communal

¹Le Canton établit le barème applicable aux locataires des immeubles soumis à la loi du 9 septembre 1975 sur le logement.

²La Commune peut établir un barème spécifique applicable aux locataires des logements soumis à la loi du 22 novembre 1965 sur le logement et aux locataires des immeubles construits suivant les législations sur le logement du 8 décembre 1953 et antérieures en faveur desquels des mesures d'encouragement directes ou indirectes ont été prises par la Commune. Ce barème doit être approuvé par le Canton.

Section V – Suppléments et résiliation

Art. 17 - Suppléments de loyers

¹En cas de revenus trop élevés, si un supplément de loyer est perçu en application de l'article 15, son montant représente la différence entre le loyer donné par le barème applicable et le loyer existant net. En cas de sous-occupation, un supplément de 20 % du loyer net est appliqué. Ces suppléments sont cumulatifs.

²La Municipalité peut limiter dans une directive le montant des suppléments de loyer.

Art. 18 - Résiliation

¹En cas de décision de résiliation du bail, le service communal en charge du logement informe par écrit le bailleur de sa décision. Dans les 30 jours, le bailleur doit notifier au locataire la formule officielle de résiliation de bail agréée par le Canton.

Chapitre V - Dispositions finales

Art. 19 - Directives d'exécution et voies de recours

¹La Municipalité édicte les directives d'exécution du présent règlement. Elles sont soumises à l'approbation du Canton.

²Les décisions prises par le service communal en charge du logement sont susceptibles de recours à la Municipalité dans les trente jours dès leur notification.

Art. 20 - Abrogation

Le présent règlement abroge toutes les dispositions communales actuellement en vigueur.

Art. 21 - Entrée en vigueur

La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et approbation par le département en charge du logement. L'article 94 al. 2 in fine de la loi sur les communes est réservé.

Approuvé par la Municipalité de Lausanne dans sa séance du 23 octobre 2014

Au nom de la Municipalité :

Le syndic
Daniel Brélaz

La secrétaire adjointe
Sylvie Ecklin

Adopté par le Conseil communal de Lausanne dans sa séance du 3 mars 2015

Au nom du Conseil communal :

Le président
Jacques Pernet

Le secrétaire
Frédéric Tétaz

Approuvé par le Département en charge du logement, le

La cheffe du Département des institutions et de la sécurité (DIS)
Béatrice Métraux

Règlement communal sur l'aide individuelle au logement

Le Conseil communal de Lausanne

Vu l'art. 67 de la Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud

Vu la loi du 9 septembre 1975 sur le logement (LL)

Vu l'art. 5 du règlement du 5 septembre 2007 sur l'aide individuelle au logement (RAIL) et son arrêté du 5 septembre 2007 fixant le modèle cantonal pour l'octroi de l'aide individuelle au logement (AMCAIL)

adopte :

Art. 1 - But

Le présent règlement a pour but de compléter les dispositions cantonales en matière d'aide individuelle au logement.

Art. 2 - Autorité compétente

Les décisions en matière d'aide individuelle au logement sont rendues par le service communal en charge des assurances sociales.

Art. 3 - Bénéficiaires

¹ Pour bénéficier de l'aide individuelle au logement, le locataire doit remplir les conditions cantonales, ainsi que les conditions communales cumulatives suivantes :

- a) former un ménage composé au moins d'une personne majeure avec un ou plusieurs enfants ;
- b) être de nationalité suisse ou titulaire d'une autorisation de séjour à l'année ou d'établissement (permis B, C ou F) ;
- c) habiter le logement depuis une année au moins et répondre à l'un des deux critères alternatifs suivants :
 - être domicilié à Lausanne depuis deux ans sans interruption ;
 - ou
 - avoir résidé à Lausanne pendant trois ans au moins au cours des cinq dernières années.

² En cas de déménagement du bénéficiaire de l'aide individuelle au logement durant la période d'octroi, le service communal en charge des assurances sociales peut, exceptionnellement, lui accorder une dérogation à la condition d'habiter le logement depuis une année au moins prescrite à l'alinéa 1 lettre c qui précède. Une telle dérogation tend à garantir la continuité du droit lorsque toutes les autres conditions d'octroi sont remplies.

Art. 4 - Modification de la situation

Lorsque la situation du bénéficiaire de l'aide individuelle au logement se modifie pendant la période d'octroi de l'aide (résiliation du bail, changement de domicile, modification du revenu ou du degré d'occupation du logement, etc.), il est tenu d'en informer le service communal en charge des assurances sociales, au plus tard dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de la modification.

Art. 5 - Recours

¹ Les décisions prises par le service communal en charge des assurances sociales sont susceptibles de recours à la Municipalité dans les trente jours dès leur notification.

² Les décisions et les décisions sur recours rendues par la Municipalité peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, dans les 30 jours dès leur notification.

³ La loi sur la procédure administrative est applicable.

Art. 6 - Disposition abrogatoire

Le présent règlement abroge toutes les dispositions communales actuellement en vigueur en matière d'aide individuelle au logement, singulièrement le règlement du 30 mars 2004 sur l'allocation communale au logement.

Art. 7 - Entrée en vigueur

La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et approbation par le Canton.

Approuvé par la Municipalité de Lausanne dans sa séance du 23 octobre 2014

Au nom de la Municipalité :

Le syndic
Daniel Brélaz

La secrétaire adjointe
Sylvie Ecklin

Adopté par le Conseil communal de Lausanne dans sa séance du 3 mars 2015

Au nom du Conseil communal :

Le président
Jacques Pernet

Le secrétaire
Frédéric Tétaz

Approuvé par le Département en charge du logement, le

La cheffe du Département des institutions et de la sécurité (DIS)
Béatrice Métraux